



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 17 septembre 2026

FOCUS : EXPLOITATION PETROLIERE: LE GUYANA ET LE SURINAME FACE A LA MALADIE HOLLANDAISE. 2

Bolivie 3

Les réserves de gaz diminuent alors que le pays dépend grandement de cette ressource pour sa production d'électricité. 3

Colombie 3

Les États-Unis maintiennent la décertification de la Colombie pour insuffisance dans la lutte contre le trafic de drogue. 3

Le Congrès a approuvé le montant du budget 2027, appelé « le budget de la Vérité ». 4

L'inactivité des jeunes ralentit la productivité et la croissance potentielle. 4

L'Etat propose de financer les nouveaux projets gaziers à hauteur de 70 % du coût d'investissement total 4

Équateur 5

La Banque centrale rehausse légèrement sa prévision de croissance pour 2026 à 2,7 %. 5

Guyana 5

L'économie du Guyana a enregistré une croissance de 33,3 % au S1 2026. 5

Pérou 5

La production d'électricité à partir d'énergies renouvelables a augmenté de 20 % au premier semestre 2026. 5

Trois secteurs de l'économie sont déjà en récession. 6

Venezuela 6

La Banque centrale relève les taux d'intérêt des dépôts sur les comptes d'épargne 6

Le déficit électrique du Venezuela atteint 4 000 MW. 7

Le Venezuela a signé un accord autorisant l'exploitation d'une mine d'or à la société d'investissement Heeney Capital. 7

Focus - Exploitation pétrolière : le Guyana et le Suriname face à la maladie hollandaise.

Le phénomène de « maladie hollandaise » touche les pays aux ressources naturelles abondantes dont l'exploitation aboutit à une économie de rente. Plus précisément, l'exploitation du pétrole peut apprécier le taux de change et donc réduire la compétitivité des exportations, augmenter l'inflation et réduire la main-d'œuvre qualifiée disponible pour le reste de l'économie. À plus long terme, cela engendre une concentration de l'activité autour de la seule production pétrolière.

Le Guyana, qui a commencé l'exploitation de ses réserves de pétrole en 2020, tout comme le Suriname, dont le boom pétrolier est prévu pour 2028, sont particulièrement exposés à ce risque. Au Guyana, de vastes réserves pétrolières ont été découvertes en 2015, avant le début de leur exploitation à partir de 2020. La production de pétrole a été multipliée par plus de neuf depuis 2020, et l'industrie pétrolière, qui représente 76 % du PIB, a crû de +21 % en 2025. Cependant, le Guyana a réussi à maintenir une relative stabilité macroéconomique. En effet, le pays a su contenir son inflation à des niveaux modérés (3,5 % en moyenne entre 2020 et 2025) et son taux de change reste stable. Cependant, certains indicateurs devront être surveillés, notamment les parts dans le PIB des secteurs manufacturier et agricole, qui ont fortement baissé entre 2020 et 2025 (passant respectivement de 3,5 % à 1,5 %, et de 18 % à 5 %). Toutefois, la croissance de ces secteurs reste forte (respectivement +34 % et +93 % entre 2020 et 2025). L'essor du secteur pétrolier au Suriname, prévu en 2028, devrait s'effectuer dans un environnement plus fragile. L'économie surinamaïse repose déjà largement sur le secteur extractif, notamment minier (~plus de 50 % des recettes publiques). L'inflation au Suriname a atteint 10,5 % en 2025, principalement en raison d'une dépréciation importante provoquée par des dérives budgétaires et monétaires. L'indépendance de la Banque centrale est récente (2022) et, sans taux directeur, celle-ci peine à maîtriser l'inflation, suscitant des inquiétudes à moyen terme, notamment avec la hausse attendue de la production pétrolière. Ces éléments devraient peser sur le taux de change réel, qui a déjà connu une légère hausse depuis 2025.

Sur le modèle des pays du Golfe et de la Norvège, le Suriname et le Guyana misent sur des fonds souverains et des politiques privilégiant l'industrie locale pour lutter contre ce risque.

Le Guyana a créé en 2019 le Fonds de ressources naturelles (NRF), un fonds souverain captant les recettes pétrolières publiques et organisant des sorties lissées de devises pour financer des mesures de diversification de l'économie. Entre 2020 et avril 2026, le fonds a accumulé 9,7 Md\$ (36 % du PIB) dont 2,5 Md\$ en 2025. Le gouvernement a établi un plafond sur les dépenses issues de ce fonds pour limiter l'inflation. De plus, afin de favoriser la diversification économique, le gouvernement prévoit de créer des zones de développement spécial où les entreprises bénéficieront d'incitations fiscales pour s'implanter et diversifier le tissu économique. Le capital humain et les infrastructures sont également priorisés : ils représentent respectivement 32 % et 23 % du budget 2026i. L'objectif est d'élargir la gratuité des frais d'université et l'accès aux services de santé, d'améliorer le climat des affaires par le biais d'infrastructures (réseau routier, aéroport...), et d'investissements dans les secteurs non-pétroliers et de renforcer l'État de droit. Cette stratégie de diversification est efficace puisque la croissance non-pétrolière était dynamique au S1 2026 (10,1 %, vs. 33,3 % pour l'ensemble de l'économie). Enfin, une politique de contenu local, le *Local Content Act* (2021), garantit que les Guyaniens profitent du boom pétrolier en imposant que les entreprises du secteur soient détenues à 51 % par des Guyaniens, avec plus de 90 % de salariés guyaniens.

Le Suriname a également créé le Fonds d'épargne et de stabilisation (SSFS) en 2017, qui accumule les revenus miniers et pétroliers lorsque les prix sont hauts et les investit lorsqu'ils sont bas pour financer les services publics. L'objectif est de lisser les recettes budgétaires, d'éviter une surchauffe de l'économie et de constituer un capital pour les générations

futures. En avril 2026, le gouvernement a publié un plan de dette nationale qui définit une trajectoire de baisse du ratio d'endettement jusqu'à atteindre 60 % du PIB d'ici 2029. Enfin, bien que le Suriname ne dispose pas de loi formelle sur le contenu local, privilégiant une approche incitative plutôt qu'obligatoire, la compagnie pétrolière nationale, *Staatsolie*, qui possède une participation de 20 % dans le projet GranMorgu, utilise et forme des entreprises et de la main-d'œuvre du Suriname (programme *Blue Wave*).

Bolivie

Les réserves de gaz diminuent alors que le pays dépend grandement de cette ressource pour sa production d'électricité.

Selon les données du Comité national de répartition des charges (CNDC), jusqu'à 74,7 % de l'électricité est produite à partir de gaz, une ressource dont les réserves tendent à s'épuiser. En effet, l'entreprise publique d'hydrocarbures YPFB avertit que la Bolivie pourrait avoir à importer du gaz d'ici 2031 afin de garantir l'approvisionnement du marché intérieur, y compris pour la production d'électricité. Elle attribue ce déclin au manque d'exploration au cours de la dernière décennie. Le pays a intégré à son mix électrique plusieurs sources d'énergie renouvelable, comme l'hydroélectricité (18,7 % de la production totale), ainsi que le solaire et l'éolien (3 % chacun), mais reste très dépendant du gaz. L'intégration de nouvelles sources d'électricité est difficile, car le gaz destiné à la production électrique est subventionné. Ainsi, les investissements dans les énergies renouvelables ont du mal à atteindre le même niveau de rentabilité. YPFB appelle à poursuivre la production électrique, en parallèle du renforcement de l'exploration et de la production de gaz.

Colombie

Les États-Unis maintiennent la décertification de la Colombie pour insuffisance dans la lutte contre le trafic de drogue.

Les États-Unis ont maintenu la décertification de la Colombie pour insuffisance dans la lutte contre le narcotrafic.

La décertification est une décision unilatérale des États-Unis qui sanctionne l'inaction des autorités colombiennes dans la lutte contre la production et le trafic de drogue. En effet, la production colombienne de coca poursuit sa hausse, avec une hausse de 3,5 % des terrains cultivés entre 2023 et 2024, selon les Nations unies. Dans le même temps, si les saisies de drogue par les autorités ont augmenté de +19 %, l'éradication manuelle des plantes de coca a chuté de -54 %. Les autres pays décertifiés sont la Bolivie, l'Afghanistan et la Birmanie, comme l'an passé, alors que le Venezuela a été retiré de la liste des pays sanctionnés. Pour autant, le pays continue d'être identifié comme un pays de transit du trafic de drogue, au même titre que l'Équateur et le Pérou.

Pour autant, comme l'an passé, les États-Unis n'associent pas cette décision à des sanctions économiques (cf. [Focus semaine 38 2025](#)).

La décertification peut en effet être associée à des sanctions comme la suspension de l'aide bilatérale (notamment dans le domaine sécuritaire), ce qui n'a pas été le cas ici en raison de la proximité entre les deux gouvernements. Le nouveau gouvernement colombien a fait de la lutte contre le narcotrafic une de ses priorités, en souhaitant notamment relancer les programmes de dispersion aérienne de substances chimiques (glyphosate, ammoniac) sur les champs de coca afin d'éradiquer toute culture. De plus, la Colombie a rejoint sous la nouvelle présidence le « Bouclier des Amériques », une initiative régionale, menée par les États-Unis, de lutte contre le « narcoterrorisme ».

Le Congrès a approuvé le montant du budget 2027, appelé « le budget de la vérité ».

Le montant global du budget 2027, qui s'élève à 203,5 Md\$ (634 900 Md COP), a été approuvé par les commissions économiques du Congrès, qui doivent désormais examiner ses différentes composantes. Le gouvernement présente ce budget comme celui de la « vérité », accusant le gouvernement du Président Petro d'avoir sous-estimé une partie des dépenses dans le projet de budget qu'il a présenté (cf. [Brèves semaine 36](#)). Par rapport à l'année précédente, le projet de budget de l'exécutif rehausse les enveloppes de certains ministères, comme ceux de l'Économie, du Travail, de la Défense, de l'Éducation ou de la Santé. D'autres, en revanche, ont subi d'importantes coupes, notamment les secteurs des Mines et de l'Énergie, du Développement durable et de la Culture.

L'un des points ayant suscité le plus de discussions est le budget d'investissement, qui représente 13,7 % du budget général, contre 16,2 % en 2026, dans un contexte d'austérité budgétaire. Ce montant est principalement alloué à l'inclusion sociale et à la réconciliation (24,8 % du budget d'investissement), aux transports (19,4 %) et au travail (9,8 %). Par ailleurs, le parti *Centro Democrático* a déclaré que, bien qu'il soutienne le montant global du budget, il chercherait à réduire au maximum les dépenses de fonctionnement lors des prochaines discussions. Celles-ci sont actuellement évaluées à 125,8 Md\$ (392 600 Md COP). Le *Pacto Histórico* (coalition de gauche) s'est, quant à lui, opposé au montant global retenu et a défendu un budget plus faible, de 191,2 Md\$ (596 600 Md COP).

L'inactivité des jeunes ralentit la productivité et la croissance potentielle.

Selon la Banque centrale, la proportion des jeunes âgés de 15 à 24 ans qui n'étudient ni ne

travaillent s'élève à 23 % en 2024, ce qui ralentit la productivité à long terme et la croissance potentielle. Le taux d'inactivité des jeunes stagne à ce niveau élevé depuis 1984 et empêche le pays de profiter pleinement de son capital humain. Selon la Banque centrale, l'inactivité durant la jeunesse pénalise fortement la performance économique des individus lorsqu'ils atteignent l'âge adulte, entre 36 et 42 ans, puisqu'ils n'ont pas accumulé d'expérience professionnelle ni de connaissances théoriques. Les zones rurales sont les plus affectées par ce phénomène, de même que les ménages les plus pauvres. En effet, les jeunes appartenant aux 20 % les plus riches enregistrent un taux d'inactivité d'environ 5 %, tandis que, pour les 20 % les plus pauvres, ce taux atteint 40 %. Ce phénomène s'explique notamment par le coût élevé des études supérieures en Colombie. Il existe également un fort écart entre les genres : à partir de quinze ans, les femmes enregistrent systématiquement un taux d'inactivité supérieur à celui des hommes, notamment en raison des grossesses, des mariages précoces et des lourdes charges liées au travail domestique non rémunéré.

L'Etat propose de financer les nouveaux projets gaziers à hauteur de 70 % du coût d'investissement total

L'Unité de planification minière et énergétique (UPME) a lancé un appel à projets pour de nouveaux projets d'infrastructures gazières. La participation publique pourrait atteindre jusqu'à 70 % de la valeur totale du projet. Les entreprises prestataires de services de distribution ou de transport de gaz combustible sont invitées à présenter leur offre au Fonds spécial de promotion (FECF) de l'UPME avant le 30 septembre 2026 pour les projets dont la mise en œuvre est prévue en 2027.

Parmi les initiatives pouvant bénéficier de ces ressources figurent les projets de transport

régional, les gazoducs de dérivation, la distribution par réseaux, les raccordements internes pour les usagers à faibles revenus, le stockage stratégique et l'approvisionnement en GNL à petite échelle.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en glissement annuel	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-2,5%	39,0%	2534
Change USD/COP	2,5%	-18,3%	3168
Change EUR/COP	1,2%	-20,7%	3637
Prix du baril (Brent, USD)	3,7%	56,2%	105,48

Équateur

La Banque centrale rehausse légèrement sa prévision de croissance à 2,7 % en 2026.

La Banque centrale évalue la croissance en 2026 à 2,7 %, légèrement au-dessus de sa prévision antérieure (2,5 % en avril). L'institution estime à 3,3 % la croissance de la consommation des ménages et à 5,8 % celle de l'investissement en capital fixe (dit « capital productif »). Les exportations enregistreraient une hausse de 3,8 %, permettant d'atteindre un excédent commercial de 4,6 Md\$. Cette estimation, qui tient compte de la hausse des prix du pétrole, se situe légèrement au-dessus de celle du Fonds monétaire international (2,5 %). La Banque centrale estime que la croissance serait amputée de -0,5 pp, dans un scénario de phénomène El Niño de faible intensité et de -1,4 pp dans un scénario de forte intensité. Entre 2027 et 2030, l'institution estime que la croissance s'établira en moyenne à 2,5 %.

Guyana

L'économie du Guyana a enregistré une croissance de 33,3 % au S1 2026.

L'économie aurait enregistré une croissance de 33,3 % au S1 2026, selon le rapport semi-annuel présenté par le ministre des Finances Ashni Singh. Les prévisions de croissance du

PIB pour 2026 ont été révisées à 20,8 % (10,2 % pour le PIB hors pétrole).

Au S1 2026, les industries extractives auraient connu une croissance de 40,7 %, reflétant une progression dans tous les sous-secteurs : pétrole et gaz (41,3 %), or (11,3 %) et bauxite (7,3 %). Le secteur du pétrole et du gaz devrait afficher une croissance de 24,2 % sur l'ensemble de l'année grâce à la hausse des cours du pétrole et l'augmentation de la production. Les recettes pétrolières destinées à être versées sur le Fonds des ressources naturelles (NRF) en 2026 sont désormais estimées à 6,5 Md\$, soit 136,8 % de plus que le montant estimé en janvier. Les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche auraient connu une légère contraction de 0,5 % au S1 2026, causée par des précipitations supérieures à la normale.

Les recettes totales d'exportation ont augmenté de 76,4 % sur la période, pour atteindre 16,2 Md\$, principalement grâce aux exportations de pétrole, qui ont bondi de 82,1 % pour s'établir à 15,1 Md\$. L'inflation atteint 4,4 % entre décembre 2025 et juin 2026, en grande partie en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires. Le taux d'inflation sur 12 mois s'élevait à 4 % à la fin du premier semestre 2026, soit un niveau stable par rapport aux 4,2 % enregistrés en juin 2025. Afin de contenir la hausse des prix, le gouvernement a supprimé les taxes sur les produits pétroliers et augmenté les subventions aux agriculteurs. Les tarifs de l'électricité et de l'eau seraient maintenus grâce à un soutien budgétaire direct.

Pérou

La production d'électricité à partir d'énergies renouvelables a augmenté de 20 % au premier semestre 2026.

La production nationale d'électricité a atteint 33 874 gigawattheures (GWh) entre janvier et

juin 2026, soit une hausse de 4,4 % par rapport à la même période en 2025 (32 431 GWh), selon un rapport publié par la Direction Générale de l'électricité (DGE) du ministère de l'Énergie et des Mines (Minem). Le résultat le plus marquant du premier semestre est la performance des sources d'énergie renouvelables non conventionnelles (solaire, éolien, bagasse et biogaz), dont la production cumulée s'est élevée à 3 507 GWh au cours de la même période de 2025, soit une croissance d'environ 20 %, faisant passer leur part dans le mix énergétique national de 9 % à 10,4 % de la production totale. Le principal moteur de cette progression a été l'énergie solaire, qui a enregistré une croissance exceptionnelle de 87 % de sa production cumulée au premier semestre. Parallèlement, l'énergie éolienne a reculé de 7 %, tandis que la production combinée de bagasse et de biogaz a augmenté de 18 %. Cela témoigne de la diversification progressive du panier d'énergies renouvelables péruvien au-delà de la production solaire.

Trois secteurs de l'économie sont déjà en récession.

La pêche, l'agriculture et l'industrie textile traversent déjà une récession en raison des effets du phénomène *El Niño*, selon les déclarations du ministre de l'Économie et des Finances, Elmer Cuba. Malgré ce contexte, il a maintenu les prévisions officielles d'une croissance de 3,4 % pour cette année et pour 2027, contrairement aux anciennes annonces gouvernementales qui situaient la croissance à 4 %, malgré le phénomène climatique. Selon les chiffres de l'Institut national de statistique et d'informatique (INEI), la pêche a enregistré une baisse cumulée de 31 % au cours des six premiers mois de l'année. L'activité agricole a reculé de 8 % en juin, bien qu'elle ait enregistré une croissance cumulée de 0,6 % au cours du premier semestre. Le ministre a également évoqué des facteurs internationaux susceptibles d'affecter l'économie

péruvienne. Il a cité une éventuelle hausse du prix du pétrole jusqu'à 100 dollars américains le baril, la hausse du prix des carburants et les modifications des taux d'intérêt pratiqués par les principales banques centrales, comme la Fed qui les a relevés de 25 points de base.

Venezuela

La Banque centrale relève les taux d'intérêt des dépôts sur les comptes d'épargne

Les taux d'intérêt sur les comptes d'épargne passent de 32 % à 42 % par an dans le but de renforcer l'efficacité de la politique monétaire, selon la Banque centrale du Venezuela (BCV). Le principal changement introduit par cette réglementation réside dans l'inclusion des dépôts à vue et des comptes courants, qui auparavant ne généraient pas obligatoirement d'intérêts. Avec cette nouvelle disposition, tous les dépôts bancaires en bolivars seront rémunérés, les comptes courants étant désormais soumis à un taux d'intérêt annuel minimum de 10 %. En outre, les autorités ont durci les pénalités en cas de non-respect des réserves légales bancaires, en faisant passer le taux de sanction pour les banques ne les respectant pas de 62 % à 192 %.

Ces mesures visent à encourager les épargnants à conserver une plus grande part de leur épargne en bolivars, la monnaie nationale, et ainsi freiner la demande de dollars et stabiliser le taux de change. Elles permettraient également de mieux contenir l'inflation, qui a atteint 535 % (en g.a.) en août (cf. [Brèves semaine 37](#)). Cependant, elles risquent de limiter encore plus l'accès aux prêts bancaires en augmentant les coûts des banques, risquant ainsi de contraindre l'offre de crédit, selon Tamara Herrera, directrice du *think tank Sintesis Financiera*.

Le déficit électrique du Venezuela atteint 4 000 MW.

Depuis le 29 août, le Venezuela fait face à un déficit électrique critique d'environ 4 000 MW (25 % du besoin national), entraînant une multiplication des pannes et des rationnements. Cette situation s'explique notamment par l'arrêt d'urgence d'une turbine de 770 MW de la centrale hydroélectrique de Guri, provoqué par la défaillance d'une pièce de son rotor. Cet incident intervient alors que le réseau électrique national était déjà sous forte tension, avec une capacité de production d'environ 12 500 MW pour une demande estimée à 15 625 MW, soit un déficit supérieur à 3 000 MW avant même l'arrêt de la turbine. La perte de cette capacité supplémentaire porte ainsi le déficit à près de 4 000 MW et accentue les difficultés d'approvisionnement électrique dans le pays.

Le Venezuela a signé un accord autorisant l'exploitation d'une mine d'or à la société d'investissement Heeney Capital.

Heeney (États-Unis) s'est associé au négociant en matières premières Mercuria Energy

(Suisse) pour un investissement initial dans la mine de Chocó, estimé à 1 Md\$. Cet accord accorde les droits d'exploitation et d'exportation de l'or de la mine à cette entreprise pour une durée de 30 ans, avec la possibilité de prolonger le contrat. La mine, qui constitue un important gisement aurifère, fait partie d'un complexe industriel situé à El Callao, dans l'État de Bolívar, au sud du Venezuela.

Washington encourage actuellement les investissements américains dans ce pays membre de l'OPEP et a fait des secteurs de l'énergie et des mines une priorité. L'objectif est d'attirer de nouveaux capitaux pour financer des projets visant à relancer la production et l'exportation de matières premières, de l'or au pétrole brut, en mettant l'accent sur les exportations vers les États-Unis.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (K\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dettes publiques brutes (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2025	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2026 p.
Bolivie	12,7	80,7	6,3	-1,2	-3,3	1,2	102,7	108	+5	25,0
Colombie	53,4	539,6	10,1	2,6	2,3	-2,5	60,9	83	+2	6,3
Equateur	18,2	138,2	7,6	3,7	2,5	5,2	54,4 (2025)	88	+1	3,0
Guyana	1,0	34,0	33,2	19,3	16,2	21,5	29,2	89	+6	5,7
Pérou	34,7	380,9	11,0	3,4	2,8	3,4	30,0	79	0	2,5
Suriname	0,7	5,9	8,9	1,5	3,9	-44,8	87,1	114	+2	12,0
Venezuela	26,9	111,3	4,1	1,5	4,0	7,1	308,7 (2025)	121	0	219,7
Argentine	47,9	688,4	14,4	4,4	3,5	-0,8	70,4	47	0	25,0
Brésil	214,1	2 635,9	12,3	2,3	1,9	-2,7	102,7	84	+2	4,3
Chili	20,2	407,8	20,2	2,3	2,4	-0,8	42,5	45	0	3,6
Mexique	134,4	2 120,9	15,8	0,6	1,6	-0,4	62,7	81	+3	3,9

Source : FMI, WEO, avril 2026

ⁱGovernment of Guyana, *Estimates of the Public Sector: Current and Capital Revenue and Expenditure for the Year 2026, Volume 1*, présenté à la National Assembly, 2026.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Louis BRUGEL, Diego DAVO, Ursula ELEIZALDE, Killian MAGDELAINE, Diego MAGUINA, Marie REBOURS, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)